

Assemblée Générale Ordinaire 2015

Retrouver de la compétitivité

Mesdames et Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs les représentants des Administrations et des collectivités,
Chers (chères) Collègues et Partenaires,

Je tiens tout d'abord à vous remercier tous, très chaleureusement, pour votre participation à notre Assemblée Générale. Cette Assemblée Générale aura été pour nous l'occasion de faire un point sur une année de travail à l'UGPVB, sur l'actualité dans chacune des filières.

Je tiens également à remercier chaleureusement Frédéric DUVAL pour son exposé fort intéressant. Il enrichit et complète, à propos, ce que nous exprimons depuis très longtemps. Je tiens à vous remercier pour le sérieux de votre travail, pour cet exposé qui repose sur des faits, de l'analyse, des chiffres, et non sur des dogmes ou des vagues idées. Votre intervention est très parlante pour les filières que nous représentons. En effet, la compétitivité de nos filières, notamment en viande bovine et porcine, est étroitement liée au coût du travail. Dès lors que repose sur ceux qui travaillent un excès de dépenses publiques, comparativement aux autres bassins concurrents, l'activité alors s'érode et se délocalise. Ce que nous vivons en bovin viande et en porc illustre parfaitement la situation. Cela fait de nombreuses années que nous appelons au sursaut et au réveil de nos décideurs concernant ces questions de compétitivité. Vous l'avez très bien dit, 35 années de dérive des finances publiques reposant sur une responsabilité partagée entre gouvernements successifs, pèsent aujourd'hui sur les nouvelles générations et engagent très concrètement l'avenir de nos métiers.

L'économie doit redevenir une priorité. Elle ne peut s'appuyer et s'écrire qu'avec des acteurs économiques libérés, des entrepreneurs qui, supportant tous les risques, tirent profit de leur activité, et convaincus d'être soutenus par des pouvoirs publics agissant en facilitateurs de projets, et non pas en promoteurs de complexité administrative. Sur ce point, nos orientations sont claires.

Dumping social et fiscal en Europe : obtenir des compensations dans l'attente de règles équitables

C'est dans cet esprit que nous demandons au Gouvernement d'agir pour mettre fin au dumping social toujours pratiqué en Europe.

Contrairement aux affirmations du Ministre de l'Agriculture, le salaire minimum défini en Allemagne, bien souvent contourné avec astuces, ne règle pas le problème. Le travail détaché dans ce pays lui procure toujours un avantage de 10 € par heure, du fait notamment du paiement des charges sociales dans le pays d'origine.

De même, il nous paraît important de régler la question du dumping fiscal. C'est dans cet esprit que nous avons initié la création d'un collectif avec Coop de France, soutenu par INAPORC, et auquel participe le CRP Bretagne et la FNP.

Après 6 mois de recherche, de travaux de rédaction, notre plainte est aujourd'hui prête. Nous allons saisir, dans les prochains jours, la Commission Européenne, et parallèlement, faire part de cette démarche auprès des décideurs politiques français dont nous attendons un appui.

Simplification administrative : faciliter la vie des entrepreneurs

L'économie, je vous le disais, c'est aussi la liberté d'entreprendre. C'est pour cette raison que nous militons pour encore plus de simplification administrative.

C'est pour cette raison que nous demandons une réforme des ZES qui soit aboutie, une réforme non pas source de sanctions collectives mais fondée sur l'encouragement de pratiques vertueuses.

De même, il nous faut simplifier la mise à jour des plans d'épandage. Des travaux positifs sont conduits en partenariat avec les services de l'Etat mais nous serons très vigilants pour qu'ils aboutissent à une vraie simplification en faveur des acteurs de terrain et, cela même, si je conçois que l'Administration attend une simplification pour ses propres agents. Soyons clairs, la priorité, c'est la simplification pour ceux qui investissent et produisent.

Je profite de ce dossier pour émettre une idée, une idée que je suggère au MEDEF de porter. Je pense qu'il devrait être confié aux Agences de notation le soin de noter les Etats sur leur capacité à simplifier la vie courante des citoyens mais aussi et surtout celle de leurs entrepreneurs. Si les choses sont complexes au niveau administratif, cette complexité doit être traitée par les élites en poste aux plus hautes responsabilités de l'Etat, pour ne laisser aux acteurs de terrain, créateurs de valeur ajoutée, mais aussi mobilisés par la compétition internationale, le soin de concentrer leur énergie sur la seule création de richesses.

Le dernier exemple en date, le tout nouveau dernier né, le compte pénibilité, champion du monde dans la catégorie repoussoir à l'embauche, ...

Au-delà de la complexité, ce qui est essentiel, en matière de politiques publiques, pour nos productions et nos éleveurs, c'est la stabilité. En production bovine par exemple, les éleveurs raisonnent leurs projets, leurs investissements sur un pas de temps qui est de 10 à 20 ans. Tripatouiller les aides compensatoires à tout bout de champ génère de l'incertitude et est source de découragement pour une production à faible rentabilité et dont nous observons une érosion depuis 8 ans. Alors de grâce, définissons les règles claires et passons à autre chose.

Excellence sanitaire : agir pour les éleveurs en cohérence avec la réalité du terrain

En parlant de complexité, la transition est toute faite. Je pense notamment au sanitaire. Le dossier gouvernance n'est toujours pas réglé. Sur le terrain, c'est simple ! Mais au niveau national, c'est toujours compliqué et alambiqué !! Nous réaffirmons très clairement que si nous sommes tout disposés à ce que l'OSAB et l'OVS Porc Bretagne avancent avec leurs homologues du FRGDS, l'excellence sanitaire en Bretagne ne passera pas par une mise sous tutelle d'organisations par d'autres.

Nous militons pour une organisation sanitaire en cohérence avec les réalités du terrain, bâtie avec pragmatisme, sens de l'efficacité et respect mutuel entre organisations sanitaires de filière.

Bien-être animal : prendre la parole

Je tiens à évoquer un autre dossier important qui monte toujours en puissance dans les médias, celui du bien-être animal. Sur ce point, nous réaffirmons la place importante du bien-être animal pour l'éleveur. C'est au cœur de son métier. Je pense que bon nombre d'associations s'en rendent compte. C'est pour cette raison qu'elles font évoluer leurs messages ; ils étaient basés hier sur le buzz médiatique que permettait la mise en avant du mauvais exemple en matière de pratique d'élevage. Ils évoluent aujourd'hui vers des soi-disant débats de fond qu'alimentent les semi-intellectuels cultureux en mal d'existence médiatique. Cela illustre bien les ambitions de ces mouvements : remettre en cause tout simplement la consommation de viande. Elles n'œuvrent pas pour promouvoir les bonnes pratiques mais pour promouvoir le végétarisme et culpabiliser les consommateurs de viande. Je le disais déjà il y a un an. A titre personnel, je suis extrêmement choqué de voir à quel point ce sujet de la consommation de viande, et du bien-être animal prend une telle ampleur.

Cela alors que dans les pays en développement, les populations aspirent à une meilleure alimentation, une alimentation enrichie en protéines animales. Le sujet n'est pas simple et nous devons nous investir plus encore dans le champ de la communication et du débat publique.

L'action collective pour gagner en performance

Enfin, je souhaite aborder ce qui nous paraît être comme essentiel au niveau des Organisations de Producteurs et de l'UGPVB pour servir l'intérêt des éleveurs : le jeu collectif. Nous avons conduit avec succès, en collaboration avec les Unions de Normandie et des Pays de Loire, un appel d'offre collectif concernant la fin des tarifs jaunes et verts. Cela a été un succès. Ce sont près de 1 900 éleveurs qui se sont engagés dans l'opération. Ce que je retiens de cette démarche, c'est que le collectif n'est pas mort comme pourraient laisser entendre certains oiseaux de mauvais augure. Non seulement, il n'est pas remis en cause mais il y a une vraie attente du terrain pour plus de collectif.

Je souhaite que nous puissions tirer toutes les leçons de ce dossier et, au-delà, capitaliser, pour agir collectivement en inter-OP pour permettre des gains de compétitivité aux éleveurs et, par conséquence, des gains en matière de rentabilité.

En conclusion, je tiens à nouveau à remercier notre intervenant, à remercier l'ensemble du Conseil d'Administration et les Présidents de commissions. Je tiens aussi à saluer et à souligner le travail réalisé au sein des sections, à féliciter Yves-Marie BEAUDET, en section œuf, et Philippe DAGORNE, en section bovine. Je remercie aussi, au nom de vous tous, nos partenaires en région, nos partenaires à Paris, Coop de France, Inaporc, Interbev, CNPO mais aussi à Bruxelles avec Breiz Europe qui agit sans relâche pour promouvoir nos filières. Merci aussi à toute l'équipe de l'UGPVB qui s'implique et qui vit parfois difficilement l'écart entre le travail perçu par les éleveurs sur le terrain et le travail réellement fourni.

Merci.

**Le Président,
Michel BLOC'H.**